

25 mai 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-africaines et franco-éthiopiennes et sur les Français résidant à l'étranger, à Addis-Abeba le 25 mai 2013.

Merci Mesdames et Messieurs, pour votre présence, pour votre patience, car nous étions retenus pacifiquement, je dois le dire par les élèves du lycée, qui nous posaient plein de questions. Pourquoi étions-nous là aujourd'hui ? Pour le 50^{ème} anniversaire de l'Union africaine. Pourquoi être président de la République française ? Pour servir la France mais aussi les valeurs qui sont les nôtres.

Est-ce que nous voulons une relation différente avec l'Afrique au regard de l'histoire, au regard des événements qui ont pu se produire ces cinquante dernières années ? Oui, nous voulons entretenir des rapports qui soient ceux de la confiance et je m'honore, aujourd'hui, à Addis-Abeba d'être invité pour cette célébration du 50^{ème} anniversaire de l'Union africaine.

Je suis le seul chef d'Etat européen présent. Cela nous rend tous fiers que la France soit regardée comme un pays ami en Afrique, comme un pays solidaire à la fois sur le plan du développement mais aussi sur le plan de la sécurité.

Lorsque je suis allé au Mali, peu de jours après l'intervention de la France aux côtés des forces africaines pour libérer ce pays du terrorisme, l'accueil qui m'a été réservé par la population malienne, m'a confirmé que nous étions espérés en Afrique, non pas simplement pour continuer notre œuvre historique, mais aussi pour apporter plus de sécurité, plus de stabilité, plus de soutien et qu'il y a eu un moment, c'était le cas au Mali, où, si nous n'étions pas venus, nous la France, ce pays serait tombé.

Si tous les chefs d'Etat africains, francophones, anglophones, lusophones, nous font l'accueil d'aujourd'hui, c'est bien parce qu'ils ont conscience que la France peut être à leurs côtés. Même si, je l'avais dit dans un discours prononcé aussi à Dakar, j'avais insisté là-dessus, la sécurité des Africains, c'est l'affaire des Africains. La France peut venir en soutien, peut venir en aide et je salue ce que font les militaires français, c'est exceptionnel.

La France doit permettre à l'Afrique de s'organiser, non seulement politiquement, mais aussi militairement pour lutter contre le terrorisme ou contre les conflits qui endeuillent depuis trop longtemps ce continent. Je pense à ce qui se passe en RDC, à ce qui se passe en Centrafrique, ce qui se passe en Somalie.

Nous devons être différents du passé, davantage tourné sur les questions de développement et d'économie, d'environnement, mais également de soutien et d'encadrement pour les forces africaines.

A la fin de l'année, je recevrais à Paris l'ensemble des chefs d'Etat et de Gouvernement africains, toujours dans cette même idée de chercher comment nous pouvons améliorer les procédures de prévention des conflits et faire prévaloir la paix et assurer la sécurité.

Je viens donc ici pour la première fois, avec Yamina BENGUIGUI, ministre de la Francophonie, je viens pour la première fois ici à Addis-Abeba et je tenais à vous rencontrer vous, au-delà de cette célébration du 50^{ème} anniversaire de l'Union Africaine.

Madame l'Ambassadeur, je la remercie, ainsi que tous les personnels, a permis d'avoir cette rencontre dans un agenda qui était compliqué et je vous exprime ma gratitude pour être venus à une heure qui n'est pas forcément la plus facile pour vous. Mais je voulais vous dire tout mon

une mesure qui n'est pas forcément la plus facile pour vous, mais je voulais vous dire tout mon respect et toute ma reconnaissance, parce que c'est vous qui faites vivre aussi la France ici en Ethiopie.

Sur le plan économique, nous avons des entreprises depuis longtemps installées. Il y a des nouveaux investissements qui se font, il y a des relations qui s'établissent. Moi-même j'ai reçu le Premier ministre éthiopien, il y a quelques semaines à Paris. Il y était d'ailleurs pour sa première visite en France et j'ai là aussi trouvé qu'il y avait une considération, une marque d'intérêt pour notre pays. Et il m'a dit tout ce qu'il entendait faire pour faciliter les relations économiques entre nos deux pays mais c'est vous qui allez pour l'essentiel être les acteurs de cette intensification de nos relations.

Imagine que ce n'est pas simple, qu'il doit y avoir une administration en Ethiopie qui ne fait pas toujours les choses comme l'administration française qui, comme on le sait, est très rapide à faire en sorte que tous les chefs d'entreprises puissent avoir immédiatement l'information qu'ils réclament, et le versement de l'impôt que l'administration leur demande. Mais je sais ce que c'est que, aussi, travailler dans un environnement où il n'y a pas toujours les personnels qualifiés même si c'est notre devoir aussi d'assurer cette formation et qu'il peut y avoir également des conditions qui ne sont pas les plus propices pour faire venir notamment des petites et moyennes entreprises. Or, nous avons besoin aussi d'installer des petites et moyennes entreprises dans un pays comme l'Ethiopie.

Je veux saluer aussi ce que font les fonctionnaires, parce qu'il y a ici de nombreux agents qui travaillent soit pour l'ambassade, le consulat, soit pour les institutions liées à l'Union africaine justement. Et là encore, c'est un service précieux qui est rendu.

Je salue aussi les militaires, tous ceux qui font qu'il y a cette coopération.

Et puis enfin, tous ceux qui, par les hasards de la vie, par les rencontres, par les mouvements, les voyages ont pu un moment décider de s'établir en Ethiopie.

L'Ethiopie, il se trouve que j'avais eu l'occasion de l'étudier quand j'étais à l'ENA. Vous allez me dire « Quest-ce qu'on pouvait faire à l'ENA pour s'intéresser à l'Ethiopie ? ». C'était en 1979, 1980, c'était le régime de MENGISTU, ici en Ethiopie, c'était la guerre partout dans la corne de l'Afrique. En Somalie, cela commençait déjà avec des mouvements notamment dans l'Ogaden. Et puis, il y avait aussi le problème de l'Erythrée, j'ai vu cette corne de l'Afrique évoluer. D'abord sombrer puis ensuite se relever.

Et je considère que c'est une partie très importante sur le plan géopolitique de ce que peut être notre avenir. D'abord parce qu'ici il y a une population nombreuse, 90 millions. Ensuite parce qu'il y a des ressources, des richesses. Parce que, notamment sur toute la côte, il y a sûrement des ressources pétrolières importantes et puis, parce que nous n'y avons pas d'histoire commune, sauf qu'entre la France et l'Ethiopie il y a justement une tradition.

Donc, je voulais vous dire combien votre présence est stratégique et combien elle doit être renforcée.

Et puis, aussi vous dire qu'agir en France, c'est agir aussi pour les français de l'étranger. J'ai voulu que, dans le gouvernement, il y ait une représentation des français de l'étranger comme il y en a une au Parlement, maintenant à l'Assemblée nationale, comme au Sénat. Parce que nous avons besoin de tous les français et vous regardez ce qui se passe dans votre pays quelques fois, même si maintenant la télévision permet tout, quelques fois avec incompréhension, et vous posez les mêmes questions : « Est-ce qu'il y a encore un avenir pour un pays comme le nôtre ? Est-ce que nous avons encore notre place dans la mondialisation ? Est-ce que l'Europe va sortir de cette récession qui la frappe ? »

Et moi, je veux vous dire que nous devons avoir confiance dans notre destin dans notre avenir, non pas simplement parce que nous sommes les héritiers de l'histoire, parce que nous sommes une grande nation, mais parce que nous avons beaucoup d'atouts et que vous êtes parmi les atouts de la France.

Avoir des communautés françaises partout dans le monde, des établissements comme ceux que je visite à chaque fois notamment des lycées, des instituts culturels qui bien sûr font en sorte de promouvoir la langue française mais pas seulement la langue française, la culture française, les

valeurs françaises. Tout cela fait que nous sommes regardés comme un pays différent des autres et que nous avons des possibilités, des capacités de développement économique. Mais pour cela il faut avoir des ambassadeurs pas simplement ceux que je nomme aux Conseil des ministres mais des citoyens, citoyennes qui se dévouent pour leur propre pays. Je voulais dans ces courts moments vous exprimer mon respect, ma reconnaissance, ma gratitude, et vous dire « Ayez confiance en la France, parce que la France a confiance en vous ». Merci.